



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, 17 DEC. 2013

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Mme OUAKI

☎ 04.84.35.42.61

n°2013-491 MED

☐ HOPI ☐ GIDIC ☒ non
n° A / AIX /

ARRIVEE le 19 DEC. 2013

Destinataire : PL *SRB*
☒ Attribution ☐ info
Copie :

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

A l'encontre de la Société VITEMBAL
concernant son établissement de TARASCON

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.171-8 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral n°2002-125/90-2001 A du 23 juillet 2002, autorisant la société VITEMBAL à étendre la capacité de production d'emballages alimentaires à Tarascon,

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-92 A du 04 août 2006, imposant des prescriptions complémentaires à la société VITEMBAL,

Vu le courrier du 20 décembre 2007, accordant à l'exploitant le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique n°1715 de la nomenclature,

Vu la visite du site situé à Tarascon, réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 20 mars 2013,

Vu le courrier de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), adressé à l'exploitant le 11 juillet 2013,

Vu le rapport de la DREAL en date du 2 décembre 2013,

Vu l'avis du sous préfet d'Arles en date du 10 décembre 2013,

Considérant que lors de la visite du site par l'Inspection des Installations Classées le 20 mars 2013, il a été constaté que l'exploitant ne satisfait pas aux exigences de l'article 4.1.1 de son arrêté préfectoral n°2006-92 A du 04 août 2006 susvisé, notamment la péremption des deux sources radioactives scellées présentes sur le site,

Considérant que par courrier du 11 juillet 2013, l'inspection imposait à l'exploitant d'acter la requalification de ses sources radioactives scellées pour le 31 octobre 2013 au plus tard,

Considérant que le délai imposé n'a pas été respecté,

Considérant la nécessité d'imposer à la société **VITEMBAL** de respecter les dispositions réglementaires nécessaires à prévenir les risques et à limiter les nuisances visées aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, lorsqu'il a été constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure de celui-ci de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société **VITEMBAL**, dont le siège social est situé ZAC du Roubian, 13156 TARASCON est mise en demeure dans un délai de trois mois à partir de la date du présent arrêté de respecter les prescriptions suivantes de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2006 imposant des prescriptions complémentaires à la société **VITEMBAL** à TARASCON.

ARTICLE 2

En cas de demande de requalification de ses sources radioactives, l'exploitant devra se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2009 portant homologation de la décision n°2009-DC-0150 du 16 juillet 2009 de l'Autorité de Sûreté Nucléaire définissant les critères techniques sur lesquels repose la prolongation de la durée d'utilisation des sources radioactives scellées accordée au titre de l'article R.1333-52 du code de la santé publique.

ARTICLE 3

Dans le cas où, l'une des obligations à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié à la Société VITEMBAL et publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément inchangés

ARTICLE 7

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- le Sous-Préfet d'Arles
- le Maire de Tarascon,
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- le Chef du Service Interministériel Régional ds Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- le Directeur Régional, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le 17 DEC. 2013

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe


Raphaëlle SIMEONI